

Activité économique

Au troisième trimestre 2024, l'activité a accéléré (+0,4 % après +0,2 %, ► **figure 1**), portée par le soutien ponctuel, de l'ordre de 0,2 point de PIB, des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP). Conformément à la comptabilité nationale, les recettes de billetterie et de diffusion audiovisuelle ont été enregistrées comme une production de services au moment du déroulement des épreuves : ces deux effets comptables ont dopé la croissance de +0,3 point. L'impact sur l'activité a toutefois été amoindri par des effets d'éviction auprès des touristes habituels : en effet, la consommation des ménages sur le territoire en hébergement-restauration a fléchi cet été (-0,2 % par rapport au trimestre précédent), tout comme celle en services de transports (-0,4 %). Quant à la consommation sur le territoire en services récréatifs, cette dernière a certes progressé de 7,1 % mais, hors recettes de billetterie des JOP, elle s'est en réalité repliée. Des effets d'éviction sont donc venus amoindrir l'impact des Jeux Olympiques et Paralympiques sur la croissance française, de 0,1 point environ.

La demande intérieure a augmenté (contribution à la croissance du PIB de +0,3 point au troisième trimestre après +0,1 point au deuxième trimestre) grâce à la progression de la consommation des ménages (+0,6 % après +0,0 %) et au dynamisme sans faille de celle des administrations (+0,5 % les deux trimestres). Dans le même temps, la baisse de l'investissement s'est poursuivie (-0,7 % après -0,1 %), aussi bien de la part des entreprises que des ménages (► **figure 2**). Le commerce extérieur a légèrement pesé sur l'activité (contribution de -0,1 point après +0,2 point). Les importations ont reculé (-0,6 % après +0,1 % au deuxième trimestre), mais les exportations plus encore (-0,8 % après +0,6 %), en particulier pour les produits manufacturés (-1,9 % au troisième trimestre), après les importantes livraisons navales du deuxième trimestre. Enfin, la variation des stocks a légèrement soutenu l'activité (contribution de +0,1 point).

Du côté de l'offre, l'activité dans l'industrie manufacturière s'est stabilisée après deux trimestres de recul (► **figure 4**) : le retour d'une croissance légèrement positive dans les biens d'équipement et les « autres branches industrielles » ne suffit pas à compenser le nouveau repli de la valeur ajoutée dans les matériels de transport (-0,9 % après -1,6 %) et dans l'agroalimentaire (-0,2 % après -1,0 %). Dans le même temps, l'activité dans la construction n'a que légèrement diminué après trois trimestres consécutifs de franc recul. L'activité dans les services marchands a, quant à elle, un peu accéléré, stimulée par les JOP (+0,5 % après +0,3 %). Enfin, les mauvaises récoltes de l'année 2024 expliquent le recul de -3,6 % de la valeur ajoutée agricole au troisième trimestre et coûteraient ainsi près de 0,2 point de croissance annuelle en 2024 (► **éclairage** consacré à la production agricole en 2024).

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

(variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produit intérieur brut	0,1	0,7	0,1	0,4	0,2	0,2	0,4	0,0	0,2	0,2	1,1	1,1	0,5
Importations	-2,0	1,8	-0,5	-2,0	0,1	0,1	-0,6	0,6	0,5	0,5	0,7	-1,3	1,0
Total des ressources	-0,4	1,0	0,1	0,1	0,0	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1,4	0,7	0,6
Dépenses de consommation des ménages	0,1	0,0	0,5	0,3	0,1	0,0	0,6	0,2	0,1	0,3	0,9	0,9	0,8
Dépenses de consommation des administrations*	-0,3	0,1	0,5	0,4	0,7	0,5	0,5	0,2	0,1	0,1	0,8	2,0	0,8
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-0,4	-0,1	0,4	0,2	0,3	0,2	0,5	0,3	0,2	0,2	0,5	1,2	0,9
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-0,3	0,4	0,7	0,8	1,3	1,2	0,7	0,0	-0,1	-0,1	1,2	3,7	0,5
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-0,3	0,5	-0,1	-0,8	-0,6	-0,1	-0,7	-0,2	-0,1	0,0	0,7	-1,6	-0,7
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,1	0,8	0,5	-0,8	-0,9	-0,2	-1,2	-0,3	-0,3	-0,2	3,1	-1,9	-1,3
<i>Ménages</i>	-2,9	-1,5	-2,3	-2,0	-2,0	-0,9	-0,6	-0,3	-0,2	0,0	-8,2	-6,0	-0,9
<i>Administrations publiques</i>	2,4	2,4	0,6	0,2	1,1	0,7	0,5	0,3	0,2	0,2	7,1	3,1	0,9
Exportations	-1,5	3,2	-0,9	0,7	0,5	0,6	-0,8	0,3	1,0	0,2	2,5	1,6	1,2
Contributions (en point)													
Demande intérieure hors stocks**	-0,1	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,9	0,6	0,5
Variations de stocks**	-0,1	0,0	-0,2	-0,7	0,0	-0,1	0,1	0,0	-0,1	0,1	-0,4	-0,6	0,0
Commerce extérieur	0,2	0,5	-0,1	1,0	0,1	0,2	-0,1	-0,1	0,2	-0,1	0,6	1,0	0,1

■ Prédiction.

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : au premier trimestre 2024, les importations ont augmenté de 0,1 %.

Source : Insee.

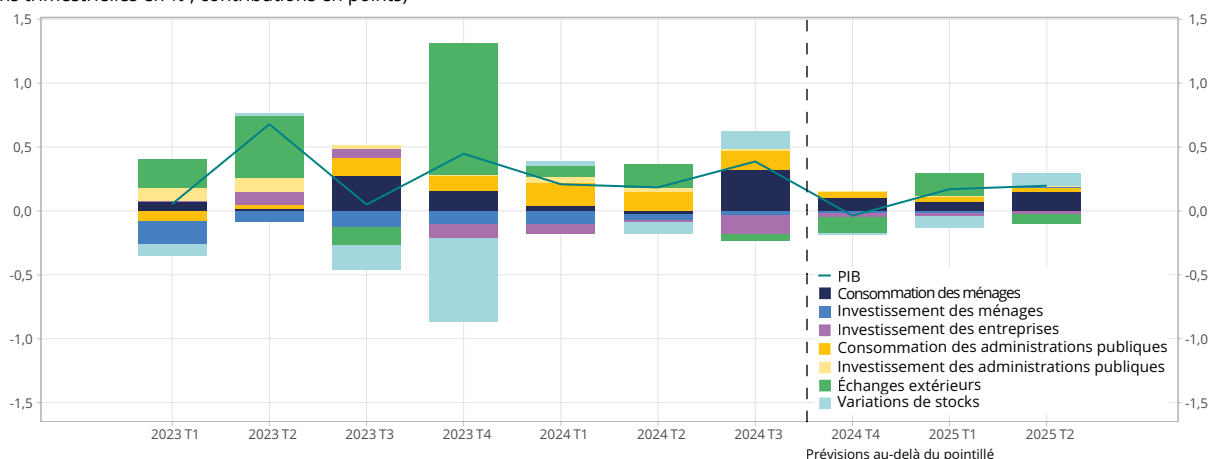
Selon les enquêtes de conjoncture, la situation reste morose : l'indicateur de climat des affaires se maintient à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période depuis plusieurs mois et reste mal orienté (► **figure 3a**). Dans l'industrie en particulier, les perspectives des entrepreneurs sont dégradées dans toutes les branches, hormis les matériels de transport grâce à l'aéronautique (► **figure 3b**). Les entrepreneurs du bâtiment sont également pessimistes quant à leur activité prévue, en particulier pour la construction neuve (► **figure 3c**). Le climat de l'emploi, qui avait été nettement mieux orienté que le climat des affaires tout au long des années 2022 et 2023, signe d'une évolution de l'emploi nettement plus dynamique que celle de l'activité, s'est, quant à lui, normalisé depuis un an. En novembre, il s'établit juste en dessous de sa moyenne de longue période (à 99), témoignant d'un moindre dynamisme des créations d'emplois. La confiance des ménages, qui avait chuté très en deçà de sa moyenne de longue période à l'issue de l'invasion de l'Ukraine et du choc inflationniste (atteignant 80 à l'été 2022) s'est continûment redressée jusqu'au début de l'année 2024 : elle s'est ensuite stabilisée tout au long de la première partie de l'année, à un niveau toujours dégradé. Puis, elle a connu une embellie cet été, passant de 90 en juin à 95 en septembre. Une telle bulle d'optimisme est usuelle lors de la tenue d'épisodes électoraux à caractère national, à laquelle a pu s'ajouter un effet lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques (► **éclairage** de la *Note de Conjoncture d'octobre 2024*). Néanmoins, la confiance s'est de nouveau dégradée en octobre puis novembre, retrouvant son niveau de juin, assez loin de la moyenne historique, signe que ce regain d'optimisme du reste tout relatif n'aura été que temporaire.

Dans ce contexte peu porteur, l'activité serait étale au quatrième trimestre (+0,0 % de croissance du PIB en prévision). Les Jeux Olympiques et Paralympiques, qui ont ponctuellement soutenu l'activité cet été, pèseraient par contrecoup sur son évolution à l'automne : en dehors de cet effet, l'activité garderait un rythme morose (+0,2 % au quatrième trimestre), similaire à celui de cet été. La production manufacturière serait quasiment stable : l'aéronautique connaîtrait d'importantes livraisons en fin d'année, mais l'activité recommencerait à se détériorer dans les « autres branches industrielles ». La production de services marquerait le pas par contrecoup de l'effet des JOP. Dans la construction, l'activité continuerait de reculer (-0,4 %) du fait notamment de la faiblesse de la demande, de plus en plus fréquemment évoquée par les entreprises comme unique frein à la production (19 % des entreprises du bâtiment concernées en novembre 2024, soit la proportion la plus élevée observée depuis janvier 2018).

Parmi les principaux postes de la demande, la consommation des ménages progresserait légèrement malgré le contrecoup de l'effet des JOP (+0,2 % au quatrième trimestre après +0,6 %). Elle serait soutenue, en particulier, par la poursuite du léger redressement de la consommation alimentaire (+0,4 % après +0,5 %), en lien avec la baisse de l'inflation alimentaire, mais aussi par les achats d'automobiles : les immatriculations ont, en effet, été dynamiques en novembre en anticipation de la baisse du bonus pour les achats de véhicules électriques (qui a finalement eu lieu début décembre), et du durcissement prévu début 2025 au niveau européen de la norme CAFE concernant les émissions des véhicules.

► 2. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)



Lecture : au troisième trimestre 2024, le PIB a augmenté par rapport au deuxième trimestre (+0,4 %) ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution est d'environ +0,3 point.

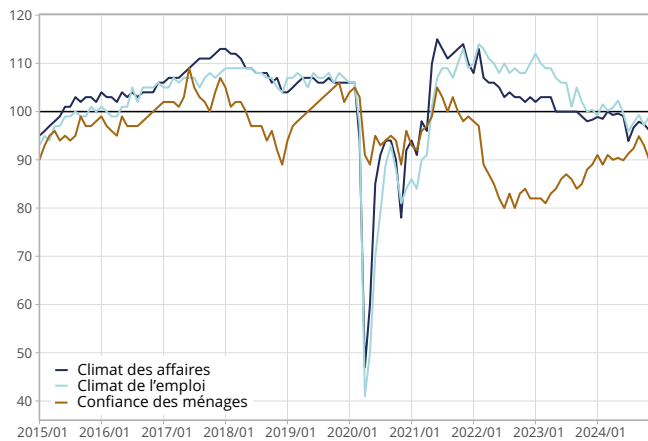
Source : Insee.

Conjoncture française

L'investissement des ménages poursuivrait, quant à lui, son recul (-0,3 % au quatrième trimestre), mais à un rythme moindre que précédemment : leur investissement en construction se replierait modérément (-0,5 % après -0,6 %), reflétant avec retard la stabilisation des mises en chantier, tandis que leur investissement en services retrouverait des couleurs (+0,5 % après -0,9 %). Le cycle de baisses de taux de la BCE initié en juin commencerait en effet à dégripper les transactions, ce que confirme le solde d'opinion de l'enquête de conjoncture auprès des ménages relatif aux intentions d'achats, un peu mieux orienté. Du côté des entreprises, l'investissement en produits manufacturés continuerait de diminuer (-1,0 % après la baisse historique du troisième trimestre de -4,6 %), notamment du fait de conditions de financement toujours défavorables. Leur investissement en construction se replierait pour le huitième trimestre consécutif (-0,7 %), dans un contexte toujours peu porteur pour l'immobilier professionnel, et leur investissement en services ralentirait (+0,5 % après +1,0 %). Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'activité serait légèrement négative (-0,1 point), avec le contrecoup des JOP et malgré d'importantes livraisons aéronautiques.

► 3a. Climat des affaires, climat de l'emploi et confiance des ménages en France

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10)



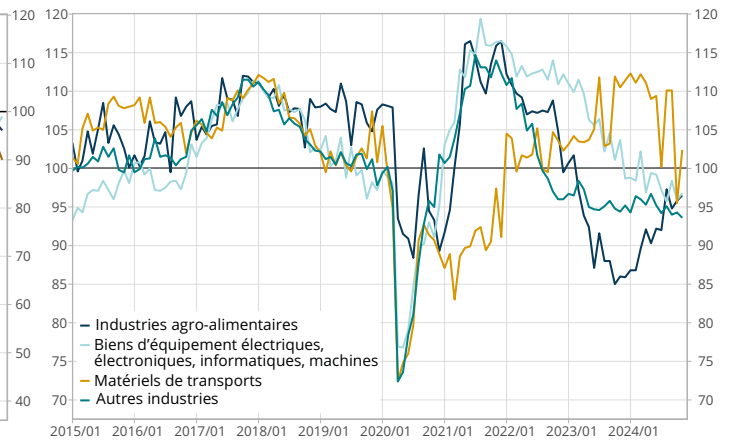
Dernier point : novembre 2024.

Lecture : en novembre 2024, le climat des affaires en France s'élève à 96, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquêtes de conjoncture auprès des entreprises et des ménages, Insee.

► 3b. Climat des affaires dans les principaux sous-secteurs de l'industrie manufacturière

(normalisé de moyenne 100 et d'écart-type 10, depuis 1990)



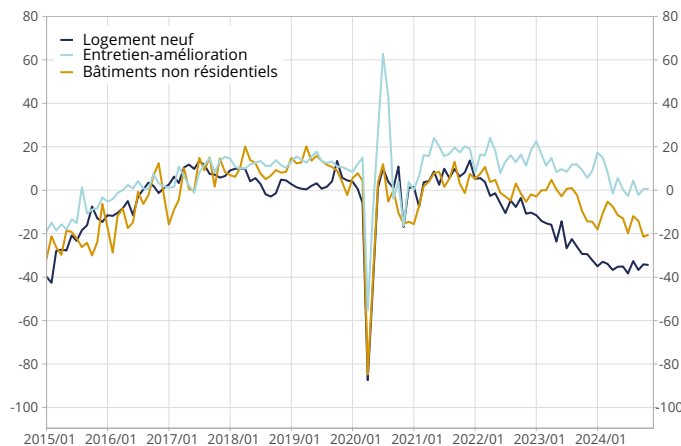
Dernier point : novembre 2024.

Lecture : en novembre 2024, le climat des affaires dans les industries agro-alimentaires s'élève à 97 points, au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie, Insee.

► 3c. Soldes d'opinion sur l'activité prévue en construction par type de travaux

(soldes d'opinion)



Dernier point : novembre 2024.

Lecture : en novembre 2024, le solde d'opinion sur l'activité prévue dans l'entretien-amélioration reste stable par rapport à octobre 2024, juste au-dessus de 0.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, Insee.

Au premier semestre 2025, l'activité garderait un rythme morose (+0,2 % au premier et +0,2 % au deuxième trimestre). La production manufacturière resterait étale tandis que l'activité dans la construction pèserait de moins en moins sur la croissance (-0,3 % au premier trimestre et -0,2 % au deuxième trimestre). Par contrecoup des mauvaises récoltes en 2024, l'activité agricole en 2025 serait en revanche particulièrement dynamique : elle contribuerait à la croissance française à hauteur de +0,1 point en 2025. La production en services repartirait à la hausse (+0,2 % de croissance par trimestre pour l'ensemble des services marchands) dans le sillage de la consommation des ménages.

Du côté de la demande, l'investissement des entreprises continuerait de reculer, quasiment au même rythme (-0,3 % au premier trimestre et -0,2 % au deuxième trimestre) : les conditions de financement s'amélioreraient mais le climat d'incertitude empêcherait de pleinement en profiter. L'investissement des ménages en construction tarderait à se stabiliser (-0,4 % au premier et -0,1 % au deuxième trimestre), tandis que leur investissement en services continuerait de se relever (+0,5 % par trimestre). La consommation des ménages constituerait le principal soutien de la croissance : elle augmenterait modérément au premier semestre (+0,1 % au premier trimestre et +0,3 % au deuxième trimestre). Leur pouvoir d'achat augmenterait un peu moins vite à l'horizon de prévision et le recul du taux d'épargne, qui s'est établi à un niveau très élevé au troisième trimestre 2024, resterait modeste (18,2 %, ► **éclairage** consacré au taux d'épargne des ménages européens) : la confiance des ménages, qui s'était graduellement améliorée durant l'été, s'est fortement repliée en novembre. Après plusieurs trimestres de progression soutenue (entre +0,5 % et +0,7 % par trimestre), la consommation des administrations publiques ralentirait franchement (+0,2 % fin 2024 puis +0,1 % chacun des deux premiers trimestres 2025) : côté État, la reconduction du budget de l'an passé se traduirait par un net coup de frein et les dépenses des collectivités locales se normaliseraient après une forte hausse en 2024. Enfin, le profil de la contribution du commerce extérieur à la croissance du premier semestre 2025 (+0,2 point puis -0,1 point) serait déterminé par d'importantes livraisons navales au premier trimestre. Au-delà de cet effet ponctuel, les pertes de parts de marché à l'exportation de la France ne seraient pas comblées sur l'horizon de prévision.

► 4. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

(variations trimestrielles de la valeur ajoutée en %)

Branche	Poids en %	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Agriculture, sylviculture et pêche	1,6	1,7	0,9	-1,2	-3,1	-4,1	-4,3	-3,6	0,0	3,6	3,2	4,9	-11,3	3,0
Industrie	13,4	4,3	2,2	0,2	1,4	0,8	-0,1	0,7	-0,2	0,0	0,0	5,8	2,8	0,1
Industrie manufacturière	11,2	1,1	1,9	0,0	0,6	-0,6	-0,8	0,0	0,1	0,0	0,0	2,5	-0,3	-0,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,9	-1,5	1,1	-1,4	0,0	3,7	-1,0	-0,2	0,0	-	-	-4,7	2,4	-
Cokéfaction et raffinage	0,1	-4,7	9,2	10,5	1,9	-4,2	5,9	2,1	1,0	-	-	31,5	10,1	-
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,5	3,1	1,7	-1,1	-0,5	-1,4	-0,9	0,1	0,0	-	-	4,8	-2,5	-
Fabrication de matériels de transport	1,7	6,4	5,8	-0,7	1,3	-5,8	-1,6	-0,9	1,2	-	-	14,0	-5,2	-
Fabrication d'autres produits industriels	6,1	-0,1	0,9	0,4	0,8	-0,2	-0,6	0,2	-0,7	-	-	0,5	0,2	-
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,2	22,1	3,3	0,9	5,0	3,3	1,7	2,6	-1,0	0,0	0,0	23,4	10,9	0,9
Construction	5,7	1,2	1,1	-0,3	-0,8	-1,8	-0,9	-0,1	-0,4	-0,3	-0,2	2,2	-3,0	-1,0
Services princip. Marchands	57,5	-0,6	0,9	0,3	0,6	0,4	0,3	0,5	-0,1	0,2	0,2	1,4	1,7	0,7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10,2	-1,3	0,6	0,0	0,0	0,2	-0,4	-0,6	0,0	-	-	-1,1	-0,2	-
Transports et entreposage	4,4	-3,7	0,9	-1,6	0,3	0,6	0,2	0,3	0,1	-	-	-3,9	0,5	-
Activités financières et d'assurance	3,6	-1,3	-1,2	-1,9	-0,6	0,3	1,7	-0,7	0,0	-	-	-2,2	-0,5	-
Activités immobilières	14	0,0	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-	0,7	0,8	-
Hébergement et restauration	2,4	2,0	3,9	0,9	1,2	0,2	0,8	0,5	0,5	-	-	12,8	3,5	-
Information et communication	5,5	0,9	1,8	1,3	1,5	0,9	0,7	1,8	0,9	-	-	6,3	4,8	-
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14,5	-0,1	1,6	1,2	1,6	0,3	0,5	0,9	0,6	-	-	3,3	3,5	-
Autres activités de services	3	0,7	0,1	0,6	0,2	0,5	-0,1	3,7	-3,0	-	-	3,3	2,0	-
Services princip. Non marchands	21,7	-0,4	-0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,2	0,2	0,2	-0,7	1,4	0,8
Valeur ajoutée totale	100	0,2	0,8	0,1	0,5	0,3	0,2	0,5	-0,1	0,2	0,2	1,6	1,3	0,6

■ Prévisions.

Lecture : au troisième trimestre 2024, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport a reculé de 0,9 %. Elle augmenterait de 1,2 % au quatrième trimestre 2024.

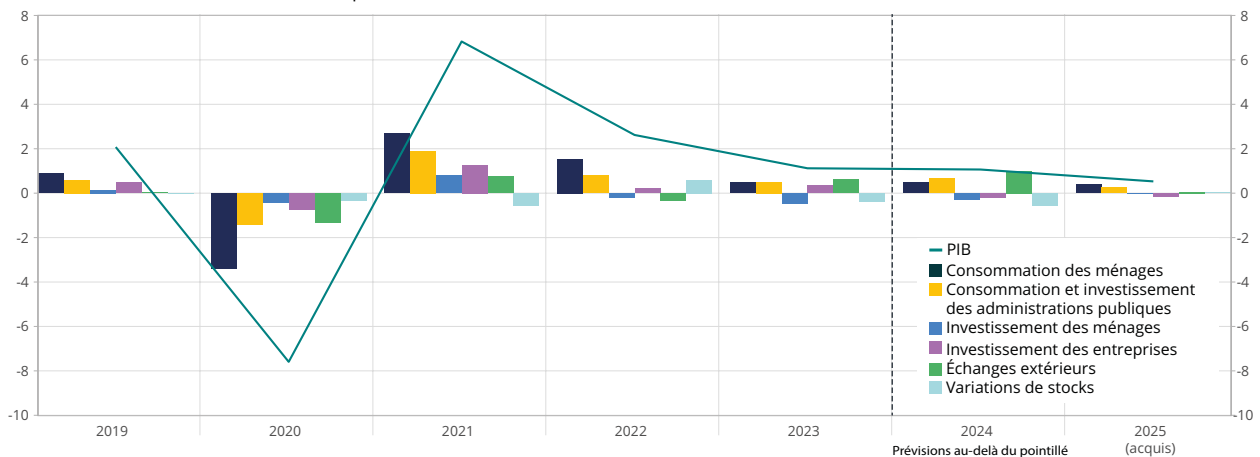
Source : Insee.

Conjoncture française

Au total, la croissance annuelle pour 2024 s'élèverait à +1,1 %, comme en 2023. L'acquis de croissance à mi-année pour 2025 serait modeste, à +0,5 % (► **figure 5**). Cette prévision demeure entourée d'incertitudes, notamment concernant la situation politique en France. En effet, la prévision réalisée dans la présente *Note de conjoncture* repose sur l'analyse des indicateurs conjoncturels, dont les plus récents portent sur octobre, et sur les réponses aux enquêtes collectées auprès des acteurs économiques en novembre, avant la censure du Gouvernement par l'Assemblée nationale. L'évolution de la situation politique en France constitue donc un aléa important du scénario, notamment quant au devenir des mesures budgétaires prévues pour 2025. Concernant l'impulsion budgétaire, la prévision s'appuie sur l'hypothèse du vote d'une loi spéciale autorisant le Gouvernement à lever l'impôt sur la base des barèmes en vigueur et d'exécuter à l'identique le dernier exercice voté, c'est-à-dire celui de l'année 2024. Le contexte politique incertain est susceptible de modifier les comportements des acteurs économiques, en générant une forme d'attentisme chez les ménages comme les entreprises qui se prolonge depuis le début de l'été 2024. Sur le plan international, de nouvelles tensions géopolitiques et commerciales pourraient à nouveau menacer la croissance, notamment via une hausse des prix des énergies ou une détérioration du commerce mondial, si les États-Unis s'engagent rapidement dans une politique de hausse des tarifs douaniers. ●

► 5. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations annuelles en % et contributions en points)



Note : la consommation des administrations publiques comprend également la consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
Lecture : en 2023, le PIB a augmenté de 1,1 % ; la contribution de la consommation des ménages s'est élevée à 0,5 point.
Source : Insee.